

NOM : RAYNAUD

Prénom : Julien

Adresse professionnelle : Faculté de droit, 5 rue F. Eboué, 87031 LIMOGES CEDEX 1

Email : julien.raynaud@unilim.fr

### **1) Fonctions actuelles**

Maître de conférences (droit privé)

Thèmes de recherche :

Droits fondamentaux, jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme.

### **2) Travaux : articles, ouvrages et réalisations**

#### **- Articles par domaine :**

##### **Informatique :**

- TGI Paris 12 décembre 2001, JCP éd. E 2003, 492, n° 6 (limitation de la liberté d'expression sur Internet)
- CNIL 8 avril 2004, Aéroports de Paris, JCP 2004, 1859, n° 2 (contrôle d'accès biométrique)
- Soc. 2 juin 2004, JCP éd. E 2004, 1859, n° 1 (courriel antisémite d'un salarié)
- Soc. 17 mai 2005, JCP éd. E 2005, n° 1880 (ouverture clandestine par l'employeur des fichiers informatiques personnels du salarié)
- Soc. 23 mai 2007, JCP éd. E 2007, n° 2228 (l'accès aux e-mails d'un salarié suspecté de concurrence déloyale)
- Soc. 5 mars 2008, JCP éd. E 2008, n° 1554 (les intérêts légitimes d'une entreprise face à la liberté de communication électronique d'un syndicat)

##### **Santé :**

- CEDH 7 novembre 2002, Madsen c/ Danemark, JCP éd. E 2004, 334, n° 6 (vérification de l'usage de drogue et d'alcool des salariés)
- CJCE 12 juin 2003, Schmidberger c/ Autriche, et 2 octobre 2003, Commission c/ Autriche, JCP éd. E 2004, 1859, n° 9 à 11 (environnement sain contre libre circulation autoroutière)
- CE, 3 mars 2004, Ministre de l'emploi (4 arrêts), JCP éd. E 2004, 1859, n° 3 (exposition à l'amiante : responsabilité de l'Etat)
- CEDH 9 mars 2004, Wretlund c/ Suède, JCP éd. E 2004, 1859, n° 4 (test antidrogue imposé aux salariés d'une usine nucléaire)
- Civ. 2°, 10 juin 2004, JCP éd. E 2005, n° 660 (divulgence d'informations relatives à l'état de santé de travailleurs handicapés)

- CA Rennes, 16 mars 2004, Villeret, JCP éd. E 2004, 1859, n° 5 (refus d'un salarié de travailler dans un espace enfumé)
- Crim. 3 mai 2006 et Civ. 2°, 19 oct. 2006, JCP éd. E 2007, n° 1789 (lutte contre le tabagisme des jeunes et droits des fabricants)
- Regard critique sur les réticences envers le principe de précaution : JCP éd. E 2008, étude 2532
- CEDH, 1er juill. 2008, Borysiewicz c/ Pologne, AJDI 2009 p. 56 (nuisances affectant la santé et le cadre de vie : l'éventuelle responsabilité de l'Etat)
- Ondes, principe de précaution et Cour européenne des droits de l'homme : Le Monde.fr, 23 nov. 2009
- Innocuité des antennes-relais : doute ou présomption ?, AJDI 2010 p. 769
- Santé des salariés versus intérêts commerciaux des entreprises (CEDH 5 déc. 2013, Vilnes c/ Norvège) : JCP éd. E 2014, étude 1183
- Lutte contre le dopage : les obligations pesant sur les sportifs respectent leurs droits fondamentaux (CEDH 18 janv. 2018, Jeannie Longo c/ France) : Agoravox.fr, 25 janv. 2018

#### **Droit de propriété, domicile, logement :**

- CEDH 16 avril 2002, Stés Colas Est et a. c/ France, JCP éd. E 2003, 492, n° 5 (les locaux d'une personne morale protégés par l'art. 8)
- CEDH, 18 mai 2004, Prodan c/ Moldova, AJDI 2005, p. 57 (droits du propriétaire c/ crise du logement)
- CEDH, 31 mars 2005, Matheus c/ France, AJDI 2005, p. 928 (expulsion : la France condamnée pour inaction de l'Etat)
- CEDH, 6 sept. 2005, Leveau et Fillon c/ France, AJDI 2006, p. 226 (refus de protéger une exploitation agricole au titre de l'article 8)
- Harmonie de l'immeuble contre liberté religieuse (Cass. civ. 3°, 8 juin 2006), AJDI 2006, p. 609
- Le droit de préserver du regard d'autrui l'état intérieur de son habitation (Cass. civ. 1°, 7 nov. 2006), AJDI 2007, p. 265
- Le droit à l'occupation du domaine public en attendant le droit au logement opposable (TGI Aix-en-Provence, réf., 16 janv. 2007, Don Quichotte), AJDI 2007 p. 177
- Droit de propriété contre protection de l'environnement (CEDH 27 nov. 2007, Hamer c/ Belgique), AJDI 2008, p. 257
- CEDH, 16 déc. 2008, Khurshid Mustafa c/ Suède, AJDI 2009 p. 438 (droit du locataire de recevoir des informations de son pays d'origine par l'installation d'une parabole)
- CEDH, 2 mars 2010, Kozak c/ Pologne, AJDI 2010 p. 513 (transfert du bail au concubin homosexuel)
- Caravane, domicile et Convention européenne des droits de l'homme : un attelage résistant ? (Civ. 3°, 3 mars 2010) : hal.archives-ouvertes.fr
- Le droit de propriété ne laisse aucune chance à la liberté syndicale (Civ. 1°, 3 juin 2010) : hal.archives-ouvertes.fr

- CEDH, 12 oct. 2010, Sté Cofinfo c/ France, AJDI 2011 p. 153 (Expulsion et CEDH : la précarité des occupants illégaux opposée au concours de la force publique)

- Jouissance à temps partagé : l'état de santé comme juste motif de retrait (TGI Albertville, 23 déc. 2011), AJDI 2012, p. 541

- CEDH, 12 juin 2012, Lindheim c/ Norvège, AJDI 2012 p. 747 (du droit des propriétaires d'augmenter leurs loyers)

### **Liberté d'expression, de réunion, de manifestation :**

- Com. 8 avr. 2008, Esso c/ Greenpeace, in Annuaire dr. européen vol. VI, éd. Bruylant 2011, p. 1003

- CA Paris 28 nov. 2008, Annuaire dr. européen vol. VI, éd. Bruylant 2011, p. 999 (poupée vaudou Sarkozy : quand la dignité l'emporte à moitié, liberté d'expression oblige)

- CEDH, 16 juin 2009, Association Solidarité des Français c/ France, Rec. Dalloz 2010, p. 65 (charité discriminatoire : pas de protection européenne pour la soupe au cochon)

- L'information légitime du public dans « l'affaire Bettencourt » (TGI Paris, réf., 1er juillet 2010) : hal.archives-ouvertes.fr

- Le droit de manifester contre les sommets du G8 (CEDH 1er déc. 2011, Schwabe et M.G. c/ Allemagne) : Agoravox.fr, 14 décembre 2011

- Civ. 1°, 11 juillet 2018, JCP éd. G 2018, 1042 (le dénigrement court-circuité par la liberté d'expression)

### **Liberté de religion :**

- Quand les juges préservent une Europe chrétienne (CEDH 18 mars 2011, Lautsi c/ Italie, et 28 juin 2011, Ligue des musulmans c/ Suisse) : Le Monde.fr, 26 juillet 2011

- Port de la croix, dans l'avion mais pas à l'hôpital (CEDH 15 janv. 2013, Eweida et Chaplin c/ Royaume Uni) : Le Monde.fr, 29 janv. 2013

### **Droit à un procès équitable :**

- CA Paris 5 mars et 9 avril 2002, JCP éd. E 2003, 492, n° 2 et 3 (sanctions pécuniaires et art. 6 CEDH)

- CA Versailles 6 févr. 2003, Annuaire dr. européen 2003, p. 742 (contrôle de conventionnalité de la loi MURCEF)

- CE 30 juillet 2003, Banque d'escompte et Wormser frères réunis, JCP éd. E 2004, 1859, n° 12 (Commission bancaire et règle du contradictoire)

- Ingérence du pouvoir législatif et procès équitable : toujours la loi MURCEF... et maintenant la loi Dutreil (Ass. Plén. 23 janv. 2004 et CA Paris 22 oct. 2004), Annuaire dr. européen 2004, p 947

- Com. 12 juill. 2004, Annuaire dr. européen 2004, p 946 (inapplicabilité de l'article 6 CEDH au contentieux fiscal)

- Com. 19 avr. 2005, Annuaire dr. européen 2005, p 784 (principe de la contradiction et article 1843-4 du Code civil)

- Civ. 1°, 14 juin 2005, Annuaire dr. européen 2005, p 775 (liberté d'expression et atteinte aux droits de la défense)

- Ass. Plén. 7 avr. 2006, in Annuaire dr. européen 2006 p. 889 (droit d'accès aux tribunaux pour les créanciers de rapatriés)
- La confidentialité de l'état de santé neutralisée par le principe de l'égalité des armes (Cass. Com. 15 mai 2007), in Annuaire dr. européen vol. V, Bruylant 2010, p. 857
- Civ. 2°, 19 février 2009 (2 arrêts), in Annuaire dr. européen vol. VII, éd. Bruylant 2012, p. 701 (le respect du procès équitable l'emporte sur le secret médical)

### **Droit des affaires :**

- La solvabilité de la caution : Petites affiches 21 janv. 2000, p. 12 à 19
- Propriété commerciale et statut des baux, la franchise sort du coma : AJDI 2001, p. 582 à 585
- CEDH, 2 oct. 2001, Pichon et Sajous c/ France, JCP éd. E 2002, n° 1045 (refus de vente de pilules contraceptives par des pharmaciens)
- CE 10 janvier 2003, Sté. Etab. Bouyer-Guindon, JCP éd. E 2004, 334, n° 1 (perquisition fiscale et art. 8 CEDH)
- Civ. 3°, 12 juin 2003, Sté Arlatex, JCP éd. E 2004, 334, n° 7 (nullité de l'adhésion forcée d'une société à une association de commerçants)
- Com. 1 juillet 2003, JCP éd. E 2004, 1859, n° 6 (liberté professionnelle du franchisé)
- CEDH, 14 févr. 2006, Lecarpentier c/ France, JCP éd. E 2006, n° 2062 (rétroactivité condamnée dans l'affaire du tableau d'amortissement des prêts immobiliers)
- Com. 8 juill. 2008, in Annuaire dr. européen vol. VI, éd. Bruylant 2011, p. 1001 (art. L. 442-6, III, du Code de commerce : la protection du fonctionnement du marché neutralise l'article 6 CEDH)
- CA Versailles, 29 octobre 2009, in Annuaire dr. européen vol. VII, éd. Bruylant 2012, p. 719 (Leclerc condamné à verser 23 millions d'euros à divers fournisseurs)
- L'ordre public économique foudroyé par l'ordre public européen (CA Versailles, 3 mai 2007 ; CA Angers, 29 mai 2007), Annuaire dr. européen vol. V, Bruylant 2010, p. 860
- Les enquêteurs de la COB épargnés par l'article 8 de la CEDH (obs. sur Cass. com. 30 mai 2007) , Annuaire dr. européen vol. V, Bruylant 2010, p. 859
- Civ. 1°, 20 mai 2010, JCP éd. E 2010, n° 1692 (bail, centre commercial et liberté d'association : l'emprise intégrale de la CEDH)
- Admissibilité des preuves déloyales devant l'Autorité de la concurrence : raisonnable et non pas illicite, JCP éd. E, 2010, étude 1347

### **Droit social :**

- Cons. Const. 12 janvier 2002, Loi de modernisation sociale, JCP éd. E 2003, 492, n° 1
- Soc. 10 juillet 2002, JCP éd. E 2003, 492, n° 4 (clause limitant le droit de rompre un CDI)
- Soc. 25 février 2003, Ass. Mapad de la Cépière, JCP éd. E 2004, 334, n° 5 (réquisition de salariés grévistes)
- Cass. Crim. 4 mars 2003 et Soc. 25 février 2003, JCP éd. E 2004, 334, n° 3 et 4 (la dignité du salarié)

- Soc. 28 mai 2003, Monribot, JCP éd. E 2004, 334, n° 2 (affaire du bermuda : la liberté vestimentaire n'est pas fondamentale)
- Soc. 25 février 2004, JCP éd. E 2004, 1859, n° 8 (clause d'exclusivité imposée à une caissière à temps partiel)
- CEDH, 9 janv. 2007, Arnolin c/ France, JCP éd. E 2007, n° 1919 (condamnation de la validation législative des heures d'équivalence dans le secteur sanitaire)
- TI Annecy, 2 déc. 2009 et TI Brest, 27 oct. 2009, in *Annuaire dr. européen* vol.VII, éd. Bruylant 2012, p. 727 (les juges du fond divergent sur la conventionnalité de la loi portant rénovation de la démocratie sociale)
- Pour la réhabilitation, sous conditions, de la preuve dite déloyale en droit du travail, JCP éd. E 2013, étude 1044 ; JCP éd. S 2013, étude 1054

#### **Divers :**

- Le pluralisme politique sacrifié au nom de la transparence (Cons. const. 21 février 2012, n° 2012-233 QPC, Mme Le Pen) : Agoravox.fr, 2 mars 2012
- L'impact des droits fondamentaux sur le contrat... dans les manuels de droit des obligations, *Revue des droits et libertés fondamentaux* 2019, chron. n° 1 : [revuedlf.com](http://revuedlf.com)

#### **- Communication :**

L'autonomie de la volonté et les droits fondamentaux en droit privé français, in *Vème Congrès français de droit constitutionnel* (Toulouse, juin 2002). Non publié.

#### **- Chapitre d'ouvrage :**

Informatique et données à caractère personnel, in *Dictionnaire des droits de l'homme*, PUF, 2008, p. 523 à 528

#### **- Thèse :**

Les atteintes aux droits fondamentaux dans les actes juridiques privés, Presses universitaires d'Aix-Marseille, 2003 (thèse soutenue en décembre 2001), préface E. Garaud.

### **3) Publications extra-juridiques**

- Clarice et Maria, *vieillesse comique*, éd. Presses électroniques de France, 2014
- La confession de Simon Calvaire, in S. Dovert (dir.), *Hommes et animaux : demain, ailleurs, autrement...*, éd. Arkuiris, 2015
- Hiroshima ministériel, in *Les 12 meilleures manières de renverser un gouvernement*, éd. du Basson, 2016
- Sous les pavés, l'or, in *Mai 2018, Dernier inventaire avant révolution*, éd. Cahiers de l'asphalte, 2018
- L'échenilloir et le papillon, in *Un papillon sur la branche*, éd. du Basson, 2018
- L'e-justice, *Revue du droit insolite* 2018, [Curiositesjuridiques.fr](http://Curiositesjuridiques.fr)

